

► L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)

Née d'une proposition formulée par le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, lors du Sommet de la Francophonie de Bucarest de 2006, IFADEM a été lancée par l'OIF et l'AUF en 2008.

Le constat qui a présidé à la conception de ce dispositif de formation a été le suivant : la **compétence des enseignants du primaire dans l'enseignement du français**, et dans l'enseignement en français des disciplines non linguistiques, représente un déterminant important de la qualité des enseignements et des apprentissages. Le choix a été ainsi fait d'intervenir sur le renforcement de ces compétences chez les enseignants du primaire, en particulier dans les zones rurales

reculées où ces lacunes sont plus marquées que dans les zones urbaines.

La formation

Prenant en compte les réalités de terrain caractéristiques des zones rurales – grandes distances, faible taux d'accès à l'électricité et à Internet notamment – un dispositif de formation en partie à distance, avec un tutorat de proximité, a été modélisé. Il mobilise, à chaque étape, les acteurs nationaux et locaux de l'éducation (cadres du ministère, inspecteurs pédagogiques, conseillers pédagogiques, etc.). Des livrets d'autoformation sont conçus et imprimés



dans les pays concernés. Ces livrets portent sur des problématiques contextualisées, telles que l'enseignement en contexte plurilingue, la correction phonétique, la gestion des grands groupes ou encore l'évaluation. Les domaines concernés couvrent ainsi l'enseignement du français, l'enseignement de disciplines non linguistiques en français mais aussi la pédagogie, permettant d'aborder un éventail large des situations d'enseignement.

Au cours de leur **formation**, qui dure environ neuf mois, les enseignants travaillent sur les livrets, avec l'accompagnement d'un tuteur qui suit leurs avancées et les appuie en cas de difficultés. Durant les vacances scolaires, ils participent à des regroupements – deux ou trois selon les pays – qui sont l'occasion de présenter les livrets et de revenir, avec des formateurs, sur les points importants de la formation.

À l'issue de celle-ci, une double **évaluation**, théorique et pratique, est menée. Le succès de l'enseignant donne lieu à une reconnaissance officielle de la part du ministère de l'Éducation, qui peut se traduire, par exemple et selon les pays, par une augmentation de salaire – dans le cadre de la grille de la fonction publique – ou par l'octroi de points pour l'examen menant à un statut supérieur (certificat d'aptitude pédagogique au Bénin par exemple).

La formation proposée par IFADEM intègre les technologies de l'**information et de la communication** (TIC) et leur application dans l'éducation. Des espaces numériques sont ainsi aménagés dans les institutions de formation initiale des enseignants. Spécialement conçus pour les contextes dans lesquels ils sont déployés, ces espaces sont équipés d'ordinateurs avec les périphériques connexes, et connectés à

Internet. Dans les zones où cela est nécessaire, une connexion par satellite est mise en place. L'alimentation en électricité de ces espaces peut être sécurisée grâce à des panneaux solaires et des batteries, qui permettent de pallier les coupures et les délestages.

Les enseignants peuvent y suivre une initiation à l'informatique et à Internet et acquérir les compétences de base qui leur permettront d'aller plus loin par la suite. Dans de nombreux cas, IFADEM permet à des enseignants qui n'avaient jamais eu l'occasion d'utiliser un ordinateur de se familiariser avec cet outil.

Outre les enseignants, c'est toute la communauté éducative qui peut accéder aux espaces numériques et y trouver des ressources, ou simplement accéder à Internet.

Les principes

IFADEM se fonde sur des **principes** forts qui sont autant de facteurs de succès. Parmi ces principes, celui de la **co-construction** consacre l'implication de toutes les parties prenantes, en particulier le ministère en charge de l'enseignement primaire, dans l'élaboration du dispositif et de ces spécificités nationales et locales : zones de déploiement de la formation, public-cible, thèmes abordés dans les livrets, etc.

Dans le même esprit de concertation, les instances de gouvernance nationales de l'Initiative associent toutes les institutions engagées dans la mise en œuvre d'IFADEM. Un comité national est institué ; présidé par le ministre ou un haut cadre du ministère, il est l'organe décisionnaire de l'Initiative, et son secrétariat exécutif en est l'instance opérationnelle qui assure le suivi régulier des activités, avec l'équipe projet IFADEM locale.

La **contextualisation** est un autre de ces principes. Elle garantit que tous les supports de formation et d'autoformation, qui sont élaborés par une expertise locale appuyée par des experts internationaux, conviennent aux réalités et aux problématiques du pays.

Enfin, le renforcement des capacités intervient tout au long du processus, et concerne tous les acteurs du dispositif, cadres du ministère, inspecteurs et conseillers pédagogiques, directeurs d'école, enseignants, etc.

L'implantation d'IFADEM

Elle suit systématiquement un séquençage en deux phases : une phase d'expérimentation tout d'abord, lors de laquelle la formation est suivie par environ 500 enseignants dans une zone limitée, puis, sur le fondement d'une évaluation et de la volonté du ministère de poursuivre, une phase de déploiement qui permet à davantage de régions et à un nombre beaucoup plus important d'enseignants d'être touchés.

Les résultats

Les résultats enregistrés à ce jour par IFADEM en font un modèle en matière de formation continue d'enseignants.

Pour le Bénin, le Burundi et Haïti, pays pilotes dans lesquels l'Initiative a été testée dès 2008, une double évaluation a été menée, qui a démontré le bien-fondé de l'action de l'OIF et de l'AUF à travers IFADEM.

Au Bénin, 557 enseignants ont suivi la première phase d'expérimentation, avec un taux de réussite de 95 %, et 4 000 enseignants ont achevé récemment la phase de déploiement.

Au Burundi, 627 enseignants ont suivi la phase d'expérimentation et 1 733 la phase de déploiement, avec des taux de certification respectifs de 90,3 % et 94,3 %.

Les phases de déploiement d'IFADEM dans ces deux pays ont bénéficié de l'appui de l'Agence française de développement (AFD), *via* les fonds sectoriels nationaux de l'éducation.

En Haïti, malgré le séisme de 2010 et l'impact considérable de celui-ci sur toutes les activités, la phase d'expérimentation a pu être menée à bien et, parmi les 440 enseignants ayant participé à la formation, 74,8 % ont été certifiés. Grâce à un appui du ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du commerce extérieur (MRI) du gouvernement du Québec, la phase de déploiement est engagée, qui concerne environ 1 800 enseignants à travers tout le pays.

À la suite de ces pays pilotes, de nombreux autres ont rejoint l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres :

– La Côte d'Ivoire est engagée dans une première phase d'expérimentation qui intervient dans les régions de Gagnoa et d'Abengourou, et concerne 500 enseignants.

– La République démocratique du

Congo, avec deux expérimentations menées dans la province du Katanga, où 600 enseignants ont achevé leur formation, et dans trois provinces éducationnelles à proximité de Kinshasa avec 3 000 enseignants concernés. Les phases d'expérimentation et de déploiement au Katanga sont appuyées par l'Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE de la Fédération Wallonie-Bruxelles) ; dans la région de Kinshasa, c'est l'AFD qui soutient les activités.

– Le Liban est également en phase d'expérimentation. L'accord-cadre tripartite (Ministère-OIF-AUF) qui institue l'Initiative a été signé en octobre 2013 à Beyrouth et la phase de préparation des formations est actuellement en cours.

– Le Niger, où la phase d'expérimentation a commencé et concerne environ 500 enseignants dans les zones de Maradi et Tillabéri.

– Le Togo, le Cameroun et le Burkina Faso sont également dans la phase préparatoire qui les conduira à la mise en œuvre d'IFADEM.

– Les Comores et le Tchad, enfin, rejoindront bientôt l'Initiative.

Aujourd'hui⁶ IFADEM totalise 2 447 922 heures de formation ou d'autoformation pour 10 577 enseignants, avec un taux de réussite moyen de 88,8 %, ainsi que 904 formateurs et encadreurs. L'Initiative a permis l'aménagement de 22 espaces numériques.

Un réseau de partenariats forts s'est tissé autour d'IFADEM et a soutenu son développement aux niveaux nationaux et international : l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'AFD, l'Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger (APEFE), le MRI du gouvernement du Québec, et plus récemment l'Union européenne *via* le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Dans les prochaines années, IFADEM est appelée à toucher environ 20 000 enseignants, contribuant ainsi, avec l'appui de l'OIF et de l'AUF, à améliorer la qualité de l'enseignement en français en Afrique, mais aussi dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et dans le Pacifique. //

⁶ Dernière mise à jour le 05/09/14 sur <http://www.ifadem.org/fr>.